



Zoom sur

Infos

Du 04-04-2016 au 10-04-2016

Presse francophone

sources

infos

**marie
claire**

05-04-2016

DES WAGONS RÉSERVÉS AUX FEMMES BIENTÔT MIS EN PLACE EN ALLEMAGNE

Afin de lutter contre le harcèlement dont sont victimes les femmes dans les transports en commun, une compagnie ferroviaire allemande compte prochainement mettre en place des compartiments interdits aux hommes.

Des wagons réservés aux femmes, un moyen de lutter contre le harcèlement dans les transports ? C'est l'idée que promeut la compagnie ferroviaire allemande Die Mitteldeutsche Regiobahn qui vient d'annoncer que des compartiments réservés aux femmes seraient bientôt mis en place sur la ligne Leipzig – Chemnitz. Ces derniers devraient se situer à l'arrière du train, de façon à rester proche du personnel de bord apte à intervenir en cas de problème.

100% DES FEMMES HARCELÉES DANS LES TRANSPORTS

Pour rappel, selon un rapport de 2015 du Haut conseil à l'égalité hommes-femmes, en France 100% des femmes ont déjà été harcelées dans les transports. La question de mettre en place des wagons réservés aux femmes en France avait été évoquée en 2010 par Bruno Beschizza, à l'époque tête de liste UMP en Seine-Saint-Denis, qui expliquait alors au micro de France Bleue que « dans les transports, systématiquement le soir (il faut) faire en sorte que les femmes seules aient un accès privilégié dans le premier wagon, qu'il soit sur-vidéoprotégé, pour que les gens se sentent en sécurité ». Des propos sur lesquels l'homme politique était finalement revenu, expliquant à Rue 89 qu'il avait été mal compris et que, « effectivement un adolescent, un vieillard et même un homme de 40 ans [peuvent], à 23 heures, avoir peur et avoir envie d'aller dans le wagon de tête ».

A l'étranger, plusieurs pays ont déjà expérimenté ce système. A Tokyo, plusieurs trains et métros exclusivement réservés aux femmes ont été mis en place en 2010 et le nombre de cas de harcèlement sexuel a drastiquement baissé ces dernières

années. A contrario, en Indonésie, le test de ce dispositif n'a duré que 7 mois faute de résultats concluants. De même, en Egypte où des transports en commun réservés aux femmes ont été mis en place dès 2007, l'essai ne porte aujourd'hui pas vraiment ses fruits en raison des nombreux hommes ne respectant pas l'interdit.



03-04-2016

Djerba: des femmes s'installent dans un café « pour hommes »

L'action #femmes dans _les_cafés qui a commencé à Kairouan mi-mars, est arrivée samedi à Djerba à « Houmet Issouk », où des femmes se sont d'installées dans des cafés non mixtes . Le propriétaire était ravi de les voir débarquer en indiquant qu'aujourd'hui l'existence d'un café pour « hommes » n'avait plus de sens.



Exclusif. Rencontre avec les deux victimes de Beni Mellal

Lundi 4 avril, la seconde victime de l'agression homophobe de Beni Mellal comparaît devant la justice. La première victime a été condamnée à 4 mois de prison ferme. Rencontre sur place avec les deux victimes d'agression et de réprobation sociale.

Beni Mellal. Plusieurs dizaines de personnes de différents âges attendent l'ouverture du portail de la prison locale de Béni Mellal en cette fin de matinée du jeudi 31 mars. Au même moment, Fettah Bennani, le président de l'association Bayt Al Hikma arrive sur les lieux. Il a rendez-vous avec les deux hommes incarcérés dans l'enceinte de l'établissement pénitencier.

Après les formalités d'usage (vérification de l'identité et consignation du téléphone portable), on pénètre tous les deux dans l'enceinte du bâtiment.

C'est dans une salle à proximité du bureau de la direction que nous prenons place en attendant l'arrivée des deux détenus.

Assis à la même table, le directeur de la prison présente son établissement. Fettah parle de la démarche de Bayt Al Hikma et de son combat en faveur des libertés individuelles. Le bref échange courtois installe instantanément un paisible **climat de confiance**.

Quelques minutes plus tard, un "salam aleikom" résonne derrière la porte entrouverte de la salle. Un surveillant fait entrer les deux détenus que le directeur invite à prendre deux sièges disposés d'un côté et de l'autre de la table.

Le café est servi. A. B., le premier condamné, qui a écopé de 4 mois de prison fermes commence son récit:

"Le soir du 9 mars, nous étions dans la maison que je loue à proximité du magasin où je vends de la confiserie et des fruits secs. Nous étions en train de boire de l'eau de vie et nous étions dans un état d'ébriété avancé. Un moment, pendant que nous étions en intimité, un jeune est entré par une partie non recouverte du plafond, et a ouvert la porte à ses amis qui sont ensuite rentrés

munis de bâtons et de sabres."

"J'ai deux enfants que je ne vois que très rarement, ma femme les a pris avec elle au moment du divorce. Je ne m'en suis jamais remis. Pour tenir, je consomme quotidiennement de l'alcool."

Submergé par le remord et par la honte, il fond en larmes.

"Quelqu'un vient-il vous rendre visite depuis que vous êtes incarcéré?" lui demande alors Fettah Bennani.

_ "Personne. Tous mes proches m'ont rejeté. Ils ont honte de moi. Personne ne demande de mes nouvelles depuis que l'affaire s'est ébruitée."

"Que puis-je faire pour vous?" demande alors Fettah?

_ "S'il vous plaît, demandez à mon voisin de payer les factures d'eau et d'électricité à ma place, sinon ils viendront confisquer les compteurs. Et demandez-lui de contacter mon frère et de lui dire que j'ai besoin de sa présence", dit-il en séchant ses larmes.

A. B. connaissait bien le quartier et ses habitants. Durant plus de 30 ans, il a tenu le commerce et entretenu d'excellents rapports avec son voisinage.

Coupé du monde extérieur, il n'a aucune idée de ce qui se trame en ce moment dans son quartier, il ignore ce que ses voisins disent ou pensent de lui après son incarcération. Tout ce qu'il espère, c'est de reprendre un cours de vie normal à sa sortie de prison, en espérant que le temps écoulé fera oublier l'histoire.

Il est loin de se douter que ses voisins de quartier allaient organiser, le même jour, une manifestation pour réclamer la libération de ses agresseurs et le durcissement des sentences prononcées contre lui.

Agé de 37 ans, le deuxième mis en cause comparâtra devant le juge ce lundi matin. Il semble moins inquiet que A. B. Il porte sur son visage les traces d'une vie difficile: nez brisé, front balafre, de multiples cicatrices, ça et là.

Il dit travailler en tant qu'intermédiaire à la gare routière de Béni Mellal.

Au fil des échanges, il raconte avoir été incarcéré par le passé après avoir été reconnu coupable de rapports sexuels avec un mineur.

La manière avec laquelle il raconte les faits pour lesquels il a été anciennement condamné donne l'impression qu'il ne mesure pas la gravité de son crime, même s'il en a payé les frais. On ne s'invente pas psychiatre, mais sa place

n'est visiblement pas dans un établissement pénitencier.

Lucide, Fettah Bennani précise: "il ne faut pas faire d'amalgame entre les deux affaires. Sa première condamnation pour actes de pédophilie ne ressemble en aucun cas aux faits que la justice lui reproche aujourd'hui et qui se rapportent aux libertés individuelles et au droit à l'intimité."

Au delà de l'atteinte aux libertés individuelles et au domicile, cette affaire pose de sérieux problèmes quant au respect de la procédure. Par quel biais a été constaté le flagrant délit? A quel moment?... Les dispositions du code de procédure pénale ont-elles été respectées?

Sur le banc des accusés comparaitront ce lundi 5 autres individus, dont 3 mineurs. Ils sont accusés d'être les agresseurs des deux homosexuels.

Pour l'heure, on ignore si la victime bénéficiera ou pas des soutiens d'avocats. Des associations à l'instar de Bayt Al Hikma et Adala ont en tout cas manifesté la volonté de les soutenir.

La Presse
DE TUNISIE *.tn*

05-06-2016

Préservation du patrimoine et entrepreneuriat

Kesra, la ville amazighe s'éveille

Ni la pluie ni le mauvais temps n'ont empêché ce groupe de la société civile, invité par l'association « Kolna Tounès », de se promener dans les rues en escaliers taillés dans le roc de cette ville berbère du nord-ouest de Tunisie. Le but du voyage était de présenter un projet de préservation du patrimoine et d'entrepreneuriat dédié à une cinquantaine de jeunes du gouvernorat de Siliana.

C'était samedi dernier. Danseurs, chorégraphes, cinéastes ethnologues, enseignants, cadres à la retraite, jeunes étudiants, photographes, journalistes... tous étaient au rendez-vous à l'avenue Mohamed V, très tôt le matin, pour prendre le bus loué à l'occasion,

et aller soutenir le projet, découvrir, ou redécouvrir le pays, et s'échapper, ne serait-ce qu'une journée, de la capitale, devenue triste à pleurer et qui a encore du mal à opérer la synthèse entre ses contradictions.

160km nous séparent de ces Tunisiens qui mettent à mal Tunis, de ce centre-ville défiguré, de ces barricades devant les ambassades, des embouteillages et de ces étals inondés de contrefaçons.

Dans le bus, Abdessatar Amamou l'historien, raconte Kesra au micro, à sa façon qui nous rappelle vaguement la rhétorique de feu Abdelaziz El Aroui, célèbre journaliste, chroniqueur et raconteur d'histoires. Pendant ce temps, le béton a cédé la place à la verdure et à ces beaux paysages du nord-ouest, hélas écrasés par les nuages.

Arrivés à destination, nous montons les rues en escaliers de Kesra, emblème du plus haut village de Tunisie avec 1.100 mètres d'altitude, rattaché au gouvernorat de Siliana, célèbre pour ses monuments mégalithiques, ses sources et ses cascades d'eau.

Le changement est radical. Avec ces jeunes hommes habillés en costumes d'époque qui rappellent les sentinelles, nous nous croyons hors du temps, comme dans une fiction, et nous oublions vite ce ressentiment d'avoir grandi sans histoire et sans repères...

Amamaou continue de raconter Kesra et ce qui était jadis utile aux habitants du village.

Plus ça monte et plus la vision s'élargit. Du détail au global. De ces inscriptions puniques et latines sur les murs en pierre de quelques maisons, aux monuments mégalithiques qui ont conservé leur couverture en grosses dalles, aux panoramas à perte de vue sur les champs, les figuiers et les forêts de pins d'Alep. Mais nous ne

pouvons pas tout découvrir en une seule journée et le programme concocté par Kolna Tounès, est, apparemment, trop serré.

Femmes libres de Kesra

Pause café. Dans l'une de ces rues tortueuses, des femmes nous proposent du café, du pain fait maison et des gâteaux délicieux du terroir, cuisinés à base d'œufs, de semoule ou de farine et d'huile d'olive, trempés dans du sirop à l'eau de rose, et parsemés de graines de sésame ou fruits secs. C'est le groupement des femmes libres de Kesra qui profite de notre visite pour promouvoir leur savoir-faire hérité des anciens et perfectionné dans le cadre d'une formation certifiée, initiée par l'Organisation internationale du travail. Ces Kesroises ont d'abord appris à fabriquer de la confiture de figues, et une sorte de loukoum dérivé de ce fruit de la région à la saveur exceptionnelle.

Le groupement compte une vingtaine de femmes, en quête d'un local, qui leur permettrait d'accueillir plus d'adhérentes, de varier leurs activités, et de procéder, entre autres, à l'hydro distillation de la fleur d'oranger, qui produit cette eau parfumée aux vertus apaisantes et adoucissantes. En attendant, les « Hrayer » de Kesra étalent leur marchandise composée de tapis traditionnels, de savons, d'huiles essentielles, et de crèmes soignantes bio qu'elles vendent aux visiteurs qui affluent pendant les week-ends et les vacances scolaires.

Rencontre au musée

Les membres de l'association «Kolna Tounès» nous invitent à les rejoindre au musée situé plus bas, dans un virage. Ce musée du

patrimoine comporte trois thèmes : les traditions populaires et le travail artisanal féminin (poterie, tissage...), les coutumes de Kesra en matière de rites de passage de la naissance à la mort et les bijoux et leur symbolique.

Nous interrompons notre voyage dans le passé, pour assister à ce point d'information concernant le projet « Kolna Kesra » qui a lieu en présence d'experts, des autorités de la région, et malheureusement en l'absence de la population de la ville.

Rappelons, par ailleurs, que l'association Kolna Tounes, créée en 2011, est issue d'un mouvement citoyen, et ouverte à toutes les composantes de la société civile portant les valeurs suivantes : la multiculturalité, l'indépendance, la liberté, le volontariat, l'ouverture, l'éducation, la citoyenneté et la démocratie. L'association agit pour l'éveil du citoyen tunisien dans un environnement socioéconomique éducationnel et culturel dynamique et développé.

Moez Attia, président, présente «Kolna Kesra». Il s'agit d'un projet dédié aux jeunes à travers des formations autour de :

- La vie associative qui doit leur permettre d'apprendre les méthodes d'analyse et les outils pour piloter, gérer et développer un projet associatif, en accord avec les valeurs et la mission de «Kolna Tounès».
- L'entrepreneuriat social et solidaire, un nouveau concept permettant d'expérimenter une nouvelle forme d'entreprise qui met l'efficacité économique au service de l'intérêt général, de nouveaux modes de collaboration basés sur la gouvernance participative et d'acquérir des outils de réflexion et de management dans les domaines de la gestion des finances et des ressources humaines, de la stratégie et de la mesure de la performance.

- Le respect du patrimoine, par la rénovation en pierres traditionnelles des maisons du village antique de Kesra et à travers un dialogue avec ses habitants. Ces jeunes doivent savoir être acteurs du projet tout en ayant conscience des valeurs patrimoniales à transmettre aux futures générations.
- La valorisation des métiers d'arts et d'artisanat, par la promotion des produits des femmes artisanes et la création d'ateliers culturels et artistiques, ainsi que l'élaboration d'une programmation culturelle annuelle, visant à animer et à valoriser la localité de Kesra et ses spécificités.

Obstacles et dénouements

Le projet, qui sera bouclé en 2017 et qui doit aboutir à une maison d'hôtes, est réalisé en partenariat avec le Centre de formation Ibn Khaldoun de Siliana et financé par l'Union européenne, dans le cadre d'un projet encore plus vaste, qui s'inscrit dans un programme d'appui à la société civile, lancé en l'an 2012. On nous apprend que "Kolna Kesra" a été retenu parmi 130 propositions. Réduire et d'une manière considérable le nombre de chômeurs, promouvoir le tourisme culturel et écologique, sauver un patrimoine matériel et immatériel en péril, revaloriser les métiers de l'artisanat, réconcilier les gens de la région avec leur identité, voilà un projet parmi tant d'autres créés par la société civile et qui peuvent être des solutions aux problèmes qui préoccupent la grande majorité des Tunisiens.

Pourquoi y a-t-il toujours des obstacles ? Le paysage architectural de Kesra est défiguré par les nouvelles constructions en briques. Comment faire pour que la ville qui veut être classée touristique en

	<p>2017 retrouve son identité ? Les casseurs de pierre n'existent plus, nous dit-on. Comment, alors, les réinventer ? La municipalité a-t-elle les moyens de résoudre le problème ?</p> <p>Comment faire pour réapprendre aux gens à retrouver leur savoir-faire et à se réapproprier leur histoire ? Et comment se fait-il qu'il n'y ait pas encore de législation concernant l'économie sociale et solidaire ?</p> <p>A notre humble avis, il n'y a qu'une seule réponse à toutes ces questions qui ont été posées à la suite de la présentation du projet : la balle est dans le camp des décideurs, mais ces décideurs, apparemment, n'ont aucunement l'envie de marquer des buts.</p>
 <p>06-04-2016</p>	<p>Sghaïer Ouled Ahmed n'est plus</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tu n'écriras plus, mais on continuera à te lire <p>Après un long et pénible combat contre une vilaine maladie et la mort, le grand poète, Sghaïer Ouled Ahmed a quitté, hier mardi 5 avril 2016, ce monde à l'âge de 61 ans.</p> <p>Il faut souligner qu'il a dû lutter plus d'un an durant contre un cancer qui avait nécessité un traitement lourd, long et pénible exigeant des radiothérapies et des chimiothérapies. Mais le mal était irréversible malgré quelques « éclaircies » dont il profitait pour écrire et... écrire jusqu'au dernier soupir.</p> <p>Et le dernier séjour à l'hôpital militaire de Tunis a été l'ultime en dépit de tout le courage habituel faisant, ainsi, son dernier départ laissant derrière lui une fille, Kalimat, et un garçon, Nadhem. Mais il a aussi et surtout, laissé, une œuvre abondante de poèmes et une grande réputation d'intellectuel libre et anticonformiste tout en étant un opposant farouche et auteur de nombreux combats contre la dictature et contre l'intégrisme islamiste.</p> <p>Dans un dernier message qu'il a écrit, lundi 4 avril peu avant 15 heures, sur sa</p>

page officielle facebook, il a fait une sorte d'adieu : « J'abandonne le monde ».

Atteint d'un cancer découvert il y a un peu plus d'un an, il a subi plusieurs radiothérapies et chimiothérapies mais son état a continué à se dégrader. Il a eu des courts moments de rémission durant lesquels il a écrit et publié des livres et assisté à des hommages qui lui étaient rendus, notamment par le ministère de la Culture.

On se rappellera que pendant l'été dernier et suite aux rumeurs faisant état de son présumé décès alors qu'il était dans un état très critique avant une nouvelle rémission, Sghaïer Ouled Ahmed a eu une réaction avec une re-publication d'un poème écrit en 2009, mais qui reflétait exactement son état sanitaire et psychique du moment

Le poème était tellement d'actualité qu'il avait connue une large audience et fait le buzz sur la toile.

Un poème émouvant écrit avec les « tripes » -et c'est le cas de le dire- et avec la flamme qu'on lui connaît et, surtout, dans son style remarquablement satirique ...

Un poème qui a fait et fera date et qui donnera la chair de poule à toutes celles et à tous ceux qui le liront...

Un poème écrit avec une lucidité étonnante à un moment où le virulent et subtil poète est, justement, conscient de la gravité de l'heure et de la lutte qu'il livrait pour la vie...

Un poème où l'on ressent les regrets et l'amertume chez Sghaier Ouled Ahmed, mais où on retrouve l'approche philosophique bien propre au poète qui s'est toujours illustré par son originalité et son anticonformisme...

Un poème qui fait plaisir par la verve du verbe, mais fait terriblement mal par la tristesse qu'il dégage...

Un poème étonnant par la créativité intacte de son auteur et par cette fierté à la limite de l'arrogance qui, venant de « Ouled Hmed » est appréciée et

acceptée...

Un poème qui nous fait vivre un moment surréel, un moment de projection dans l'au-delà, déjà !...

Un poème où le poète fait ses adieux à tout le monde avec toutes ses contradictions...

Un poème qui fait dégager l'émotion dans toute sa splendeur...

Un poème avec une chute à donner des frissons tellement elle est super géniale...

Un poème où la chute vaut, à elle seule, mille et un poèmes avec un jeu de mots d'une finesse exceptionnelle sur le thème et le terme autour desquels tourne tout le poème : l'Adieu !...

Voici, par ailleurs, une traduction intégrale de ce poème mais probablement pas tout à fait fidèle, tellement le texte original en arabe, était si imagé et jouait sur le second degré :

Je fais mes adieux à l'antérieur et à l'ultérieur

Je fais mes adieux au plus bas (vil) et au plus haut dans les cimes

Je fais mes adieux aux origines et aux conséquences

Je fais mes adieux aux manières et aux approches

Je fais mes adieux aux cerfs et aux larves

Je fais mes adieux embryons, aux individus et aux groupes

Je fais mes adieux aux pays et aux patries

Je fais mes adieux aux religions

.....

Je fais mes adieux à mes plumes et à mes montres

Je fais mes adieux à mes livres et à mes cahiers

Je fais mes adieux aux petits délits et aux gros péchés

Je fais mes adieux aux cigarettes

Je fais mes adieux aux chaînes et aux restrictions

Je fais mes adieux aux soldats et aux frontières

.....

Je fais mes adieux au mouchoir

Qui fait ses adieux aux mouchoirs

Qui font leurs adieux

Aux larmes qui me font leurs adieux

Je fais mes adieux à...!Adieu



مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
<p>مفكرة القانونية</p> <p>05-04-2016</p>	<p>الحريات الفردية ومتطلبات الأمن العام</p> <p>شغل صراع المفاهيم بين ثنائية الكونية والموروث الإنساني من جهة والخصوصية الثقافية والهوية من جهة أخرى الجانب الأكبر من النقاش العام حول موضوع الحريات والحقوق خلال المرحلة التأسيسية أي مرحلة صياغة نص دستور الجمهورية التونسية الثانية. وانتهى التوافق الوطني لأن يعلن الدستور التونسي إلتزامه بقيم حقوق الانسان السامية في بعدها الكوني. وقد أعطى النص الدستوري حمايته السامية للمبادئ الكبرى لحقوق الانسان في الباب الثاني منه. كان ينتظر تبعا لذلك أن تكون حقبة ملاءمة التشريعات مع روح دستور الجمهورية الثانية حقبة تنقية للتقديم من التشريعات من الأحكام التي تمس الحريات وتخالف نص الدستور. كما كان ينتظر أن تكون ذات الحقبة حقبة اقتراح لمشاريع قوانين تجسد حقوقا أعلنت ولم يتوضح بعد مدلول ممارستها. لكن ما كان منتظرا لم يتحقق لاعتبارات موضوعية</p> <p>غيرت الانتخابات التشريعية الخريطة السياسية بتونس فأنهت التجاذب بين الشق الذي دافع عن كونية حقوق الانسان والشق الذي تمسك بالخصوصية الثقافية خلال الحقبة التأسيسية. وأنتجت أغلبية أكبر وأكثر تجانسا ذات توجه براغماتي شعارها إدارة المرحلة بعيدا عن المشاريع الكبرى. التقى توجه الأغلبية مع تطورات أمنية كبرى تمثلت أساسا في انتقال الأحداث الإرهابية من المناطق الجبلية إلى المدن في استهداف واضح لمقومات الإقتصاد</p> <p>تغير المزاج السياسي وتطور الوضع الأمني سلبيا. فكان الأثر المباشر لذلك أن تحوّل مضمون السؤال حول حقوق الانسان ليكون إلى أي حدّ يمكن القبول بحقوق الانسان في مواجهة التهديد الارهابي والاضطرابات الاجتماعية والسياسية</p>

اعتبر الخطاب السياسي المهيمن إطلاق الحريات من أسباب تطور نشاط الجماعات المتطرفة كما عد ذات الامر سببا في تطور الاضطرابات الاجتماعية وتعطيل السير العادي للمؤسسات ودواليب الاقتصاد من قبل من احتموا بالحرية ليفرضوا سلطتهم خارج نطاق القانون. ووجد هذا الطرح صدا له في المنظومة التشريعية وفي الادارة السياسية للدولة ليتحول فرض الأمن والحماية من الارهاب هاجسا يتقدم على البحث علة تطوير منظومة حقوق الانسان (أ). وان كان هذا التوجه الذي يفسر بأثر الخوف من الارهاب ليس خاصة تونسية، فإن حداثة الديموقراطية التونسية تفرض الدعوة للعودة إلى الدستور لتبين ضوابط تحقيق التوازن بين الأمن والحرية بعيدا **(. عن فوبيا الخوف ب)**

" أ – البحث عن الأمن يفرض " قانون الصمت

صادق مجلس نواب الشعب التونسي بتاريخ 25-07-2015 في أجواء احتفالية على القانون الاساسي عدد 26 لسنة 2015 المتعلق بمكافحة الارهاب ومنع غسل الأموال. كشف اختيار تاريخ المصادقة على هذا القانون الذي صادف عيد الجمهورية أن المشرع بات يعتبر بقاء الجمهورية يرتهن بمكافحة الارهاب (1) وأعلن رئيس الجمهورية التونسية بتاريخ 4 جويلية 2015 حالة الضرورة التي طبق بمناسبة الأمر عدد 50 لسنة 1978 المتعلق بتنظيم حالة الطوارئ والذي ارتبط بالممارسات القمعية على إثر أحداث 26 جانفي 1978 فكان الارتداد إلى **(مدلول الطوارئ في ظل الحكم الاستبدادي مؤشرا هاما 2)**

قانون مكافحة الإرهاب: بين الهاجس الأمني والحفاظ على الحريات

انتصر القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 والمتعلق بمكافحة

الإرهاب ومنع غسل الأموال للتصور الأمني الذي اعتبر أن التصدي للإرهاب يستدعي إجراءات بحث استثنائية تنطلق من تمديد مدة الاحتفاظ بالمشتبه به إلى خمسة أيام يمكن التمديد فيها مرتين لذات المدة

كما اعتمد القانون مصطلحات فضفاضة وغير دقيقة في تعريف الأنشطة الإرهابية والتوسع فيها كاعتبار الإضرار بالممتلكات الخاصة والعامة من قبيل الأعمال الإرهابية، بما قد يؤدي لاحقاً لاستغلاله في تضيق الحرية بدعوى الحاجة لقمع الإرهاب. وأسند المشرع علاوة على ذلك لسلطات التحقيق في إطار البحث والتحري عن الجرائم الإرهابية صلاحيات واسعة قد تنال من الحقوق والحريات وخاصة من حق حماية المعطيات الشخصية والحياة الخاصة للأشخاص إذ يسمح هذا القانون بمراقبة الهواتف والتنصت بالصوت [1] المكفولة بالفصل 24 من الدستور والصورة على الحياة الخاصة للأفراد وذلك عن طريق المراقبة السمعية البصرية لذوي [2]. الشبهة

إعلان حالة الطوارئ والتضييق من بعض الحريات
خوّلت أحكام الفصل 80 من الدستور لرئيس الجمهورية اتخاذ تدابير استثنائية وذلك في حالة خطر داهم مهدد لكيان الوطن أو أمن البلاد أو استقلالها بحيث يتعذر السير العادي لدواليب الدولة. ولإعلان حالة الظروف الاستثنائية، لابدّ من توافر شروط موضوعية. ونعني بها وجود تهديد أو خطر يمس بسلامة الدولة ويمنع السير العادي لدواليب الدولة، وتوفر شروط شكلية إذ يتعين على رئيس الجمهورية استشارة رئيس الحكومة ورئيس مجلس النواب وإعلام المحكمة الدستورية باتخاذ التدابير الاستثنائية

ولا شكّ بأن من شأن إعلان حالة الطوارئ أن يحدّ من الحريات الفردية كحرية التنقل المكفولة بالفصل 24 من الدستور، كما يمنح سلطات واسعة للأجهزة الأمنية إذ يمكّنها مثلاً من منع

التجمّعات و غلق مرافق ووضع أشخاص رهن الإقامة الجبرية والقيام بمداهمات للمنازل المشتبه بوجود خطر ما فيها. وتعرّف حالة الطوارئ بكونها نظاماً يمكن تطبيقه بقانون على كامل تراب الوطن أو على بعضه ويمتاز بتوسيع في الصلاحيات العادية للشرطة الإدارية وما يترتّب عنه من تضيق نطاق ممارسة الحريات

وبحسب تقرير مرصد الحقوق والحريات حول الإقامة الجبرية التي تعرّض لها مجموعة من التونسيين بناء على قرارات من وزارة الداخلية على إثر تفجير حافلة الأمن الرئاسي في 24 نوفمبر 2015 فقد وضعت الوزارة المعنية 138 شخصاً قيد الإقامة الجبرية. والمثير للاهتمام هو أن رئيس الجمهورية أعلن في بعض المناسبات حالة الطوارئ وحظر التجول بالاستناد إلى ما خوّله له الدستور الجديد رغم غياب النصّ التشريعي الناظم للمسألة. وقد استند إلى أحكام الأمر عدد 50 لسنة 1978 المتعلق بتنظيم حالة الطوارئ والذي يعتبر من الناحية القانونية لاغياً ولا عمل عليه لاستناده في اطلاعاته إلى أحكام الفصل 46 من الدستور القديم. فضلاً عن ذلك، فإن تنظيم حالة الطوارئ بوصفها تحدّ من بعض الحقوق والحريات على غرار ما سبق بيانه يجب أن يكون بمقتضى نصّ تشريعي وليس ترتيبياً

العلاقة بين ممارسة الحريات ومتطلّبات الأمن العام: كيف تكون تكاملية؟ - ب

يختزن مصطلح الأمن الكثير من الأبعاد والجوانب في حياة الفرد والمجتمع. والرؤية الأمنية السليمة هي تلك التي تحول دون اتخاذ إجراء أو ممارسة فعل يفضي إلى خلخلة الواقع المجتمعي كزعزعة السكينة والطمأنينة لدى الأفراد بممارسة وسائل قمعية والإلتجاء إلى العنف. فالأنظمة الإستبدادية تمثّل الأرضية الملائمة لتنامي العنف واختراق جهاز الأمن. إذ لا يجب أن ننسى أن تحقيق الأمن ومكافحة الإرهاب كان في السابق ذريعة للمساس من بعض الحريات على غرار حرية المعتقد وممارسة الشعائر الدينية وهو من العوامل التي أدت إبان الثورة إلى تزايد حالات التطرف التي أدت بشكل مباشر إلى تنامي ظاهرة الإرهاب في تونس

وعلى ضوء هذه الرؤية هناك علاقة عميقة وجوهرية تربط بين مفهومي الأمن والحرية بحيث أن المجتمع الذي تحترم فيه الحقوق والحريات هو المجتمع الذي يمتلك عوامل أمنه واستقراره. أما المجتمع الذي تمارس فيه السلطة السياسية أساليب القمع والاضطهاد فإنه يتوفر على ظروف من شأنها أن تهدد أمنه

لا شك بأن هنالك التزاماً على عاتق الدولة باحترام حقوق الإنسان والحريات الأساسية كقاعدة عامة. إلا أن هذا الالتزام ليس مطلقاً بل يجوز تقيده، أي يجوز للدولة التحلل الجزئي من بعض التزاماتها في حالة الحرب أو الظروف الاستثنائية أو غيرها من المخاطر التي تحيط بها والتي تهدد نظامها العام. ولكن هذا التحلل الجزئي للدولة يجب أن يكون وفق ضوابط وشروط محددة بحيث لا يترك للسلطة بشكل تقديري ومنفرد تحديد تلك الضوابط والشروط كي لا تجور على الحقوق والحريات الأساسية للأفراد. وهو ما يحيلنا إلى التمعّن في أحكام الفصل 49 من الدستور.

الفصل 49 من الدستور وحلّ معضلة الموازنة بين الأمن والحرية

أسند الفصل 49 من الدستور للمشرع صلاحية تحديد الضوابط المتعلقة بالحقوق والحريات المكفولة دستورياً وممارستها بشرط عدم المساس بجوهرها، فالأصل هو الحرية والاستثناء هو تقييدها لضرورة تقتضيها دولة مدنية ديمقراطية وبهدف حماية حقوق الغير أو لمقتضيات الأمن العام أو الدفاع الوطني أو الصحة العامة أو الآداب العامة. كما كرّس الفصل المذكور مبدأ التناسب بين هذه الضوابط وموجباتها. فإذا كانت الدولة تحت ضغط الظروف الاستثنائية، فلها تقييد وتضييق الحقوق والحريات بشرط أن يكون ذلك بالقدر الضروري لمواجهة الخطر الذي يهدد أمن واستقرار المجتمع

، ضماناً أساسية للأفراد [3] ويعتبر هذا الفصل في حدّ ذاته، في صورة فهم واحترام مقتضياته

من كلّ عمل قد يستبطن إلغاء الحقوق والحريات أو تقييدها بدون موجب

ومن هذا المنطلق يتّجه التأكيد على نسبية الحريات، فالحريات بوجه عام لا يمكن أن تمارس إلا في مجتمع آمن مستقر ولا يمكن الاعتراف بحرية عامة مطلقة وإنما بحرية نسبية تتوقف على مدى تعارضها ومتطلبات المجتمع. فيتعين التوافق بين متطلبات المجتمع وحرية الفرد والتوافق بين الحريات العامة والنظام العام. فالإشكال القانوني المتعلق بالحرية الفردية مرتبط بطبيعة الحياة الاجتماعية التي تتكون من عنصرين متلازمين ولكنها في الآن نفسه متناقضان تناقضاً جوهرياً. فمن جهة يتكوّن المجتمع من أفراد ويحاول كل فرد أن ينمّي فرديته، ومن جهة أخرى، يتكوّن المجتمع كلاً متماسكاً لا يمكن للفرد العيش خارجه ولا بدّ من المحافظة على نظامه واستقراره. فالمجتمع يقوم على توازن غير مستقر بين هذين العنصرين. فإذا اختلّ التوازن لفائدة [4]. النظام والسلطة نتجت الكليانية والتسلط وإذا اختلّ التوازن لفائدة الفرد، نتجت الفوضى

دور القضاء في تكريس الموازنة المطلوبة

إن فقه القضاء يجب أن يركز على فكرة التوازن العادل بين السلطة والحرية، بين المصلحة العامة التي ترمي السلطة إلى تحقيقها والمصلحة الخاصة للأفراد المتمثلة في ضمان وحماية ومن هذا المنطلق فإن القضاء الإداري مطالب في ظلّ ما تمرّ به البلاد من حقوقهم وحررياتهم ظروف استثنائية بضمان حقوق الأفراد من خلال دوره في مراقبة مشروعية الأعمال [5]. الإدارية

من جهة أخرى يجد القضاء العدلي نفسه أمام رهان تحقيق المعادلة المطلوبة بين مكافحة الإرهاب وحماية الحقوق والحريات باعتباره متدخلًا رئيسياً ومسؤولاً عن تطبيق القانون وذلك بإرساء فقه قضاء نوعي واعتماد تصوّر يقطع مع التطبيق الآلي للنصّ القانوني كالإلتجاء إلى



02-04-2016

تقرير سويسري: مكافحة الإرهاب تحوّلت إلى ذريعة للتعذيب والانتهاكات في دول عربية منها

تونس

نشرت منظمة الكرامة السويسرية تقريرها السنوي حول الوضع الحقوقي والإنساني في العالم

لسنة 2015، يوم 30 مارس 2016، الذي وقف عند انتهاكات حقوق الإنسان في 20 دولة

عربية من بينها تونس.

التقرير الذي توقف عند العديد من الانتهاكات في الدول العربية مثل تفاقم ممارسة الاختفاء

القسري والتعذيب وغيرها من العقوبات والمعاملة القاسية و غير الإنسانية والمهينة ومحاكمة

المدنيين أمام المحاكم العسكرية، والترحيل القسري للسكان والإعدامات خارج نطاق القضاء

واعتماد قوانين مقيدة للحريات لقمع كل المعارضة السياسية وأشكال التعبير والتجمع السلمي

والإفلات من العقاب لمرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان، ذكر أنّ تونس شهدت العديد من العمليات

الإرهابية التي استهدفت قوات الأمن والجيش وأودت بحياة 22 شخصا في الهجوم على متحف

باردو في مارس 2015 و38 شخصا في هجوم سوسة، مشيرا إلى جملة من التدابير

والإجراءات التي اتخذتها الحكومة إثر هذه الهجمات الإرهابية

وأوصت المنظمة باتخاذ تدابير فعّالة لإصلاح الأجهزة الأمنية ووضع حدّ للإفلات من العقاب

لموظفي الدولة واتخاذ التدابير اللازمة لوضع حدّ للتجاوزات التي ارتكبت في إطار مكافحة

الإرهاب.

الإرهاب ذريعة لانتهاك الحريات مكافحة

اعتبرت منظمة الكرامة السويسرية أنّ التدابير المتخذة بذريعة مكافحة الإرهاب شكلت، بعد

الهجمات التي هزت البلاد سنة 2015، تهديدا للحقوق الأساسية أكثر من أي وقت مضى. وأشارت المنظمة إلى تصريح رئيس الحكومة في 14 ديسمبر 2015، على هامش أعمال "اللجنة الوطنية" للتنسيق وإعداد التقارير والمتابعة للتوصيات في مجال حقوق الإنسان، الذي قال فيه إن مكافحة الإرهاب تشكّل أولوية وإن "حقوق الإنسان لا معنى لها من دون الأمن". وانتقدت المنظمة الإجراءات المقيدة للحريات باسم الأمن وإعطاء صلاحيات واسعة للسلطات الأمنية دون أية مراقبة وتضاعف الاعتقالات التعسفية والحراسات النظرية المطولة دون الوصول إلى محام، وكذلك التعذيب، ومداهمات الشرطة العنيفة، وعمليات التفتيش الليلية والإقامات الجبرية

وعاد التقرير إلى إعلان الحكومة سنة 2015 عن اعتقال الآلاف من المشبوهين، وحظر السفر عن أكثر من 15.000 "إرهابيا محتملا" خصوصا الشباب وأصبحت تطلب بشكل منهجي من كل شخص لم يتجاوز 35 سنة موافقة والديه للسفر إلى بعض الجهات التي تعتبرها نقطة عبور إلى مناطق التوتر، فوجد العديد من الأشخاص أنفسهم محرومين من السفر إلى جهات أخرى أو اضطروا إلى تأجيل رحلاتهم دون سبب

وارتفعت وتيرة تدخلات الشرطة العنيفة وعمليات التفتيش الليلية، وفي إطار حالة الطوارئ، جرت محاصرة أحياء بكاملها، وقام رجال الأمن بعمليات تفتيش تعسفية واسعة بعنف مفرط، دون احترام الإجراءات. وعلى الرغم من الانتهاكات المنهجية لرجال الأمن في إفلات تام من العقاب

لطفى عزوز أنه في إطار وفي تصريح لـ "الضمير" ذكر رئيس فرع منظمة العفو الدولية بتونس مكافحة الإرهاب يتم الالتجاء للتعذيب من أجل انتزاع الاعترافات إلى جانب اللجوء إلى قوانين قديمة منها فرض الإقامة الجبرية على عدد من الأشخاص والإيقافات بالجملة والمداهمات

وأكد لطفى عزوز ضرورة تطوير قدرات الأمنيين لحماية حقوق الإنسان واحترامها

تشريعات جديدة لمكافحة الإرهاب لتبرير التجاوزات

انتقد التقرير القانون عدد 26 لسنة 2015 الخاص بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال معتبرا أنه يوسع سلطات قوات الأمن، ويقيد بشدة حقوق الأشخاص المتابعين، إذ صدرت منذ اعتماده عدة أحكام بالإعدام، على الرغم من التعليق الفعلي لعقوبة الإعدام منذ 1991

ويعطي هذا القانون، حسب ما جاء في التقرير، تعريفاً واسعاً للجرائم الإرهابية، ويفتح الباب أمام التأويلات التعسفية مما يسمح بتصنيف الجرائم التي تدخل ضمن اختصاص القانون الجنائي بالإرهابية. وهكذا، يمكن أن يكون توصيف "الإضرار بالممتلكات العامة والخاصة أو التسبب في ضرر للآخرين بجرائم إرهابية"، الأمر الذي يوسع نطاق الأشخاص الذين يشملهم هذا القانون كما أن المادتين 38 و40 أيضا جعلت الحراسة النظرية لدى الشرطة تصل إلى مدة خمسة أيام قابلة للتجديد مرتين، ويتم تجديد فترة الاحتجاز بإذن من المدعي العام دون إحالة المشتبه فيه أمام سلطة قضائية

ويتم احتجاز المشتبه فيه 15 يوما دون السماح له بالاتصال مع محاميه أو أسرته، ليجد نفسه جراً ذلك معرضا لخطر التعذيب الذي يمارس بشكل منهجي خلال الاحتجاز الاحتياطي

كما ينص هذا القانون على إمكانية وضع أي مشتبه تحت المراقبة والتصنت على هاتفه بأمر بسيط من المدعي العام. مما قد يسمح باستخدام هذا النص لإضفاء الشرعية على المراقبة الشاملة والتنصت على المواطنين، كما كان الحال قبل عام 2011

ممارسة التعذيب وسلب الحريات

ذكر التقرير أنّ ممارسة التعذيب كانت في السابق محصورة على الأشخاص المشتبه فيهم، إلا أنها اليوم أصبحت أكثر انتشاراً، حيث تفيد منظمات المجتمع المدني بوقوع المئات من حالات التعذيب خلال سنة 2015.

وتم التبليغ عن العديد من حالات التعذيب وسوء المعاملة في أعقاب التوقيفات العشوائية أو المراقبة الروتينية، ولا يتوفر الضحايا بعد الإفراج عنهم على أية وسيلة للانتصاف، إلى جانب تسجيل العديد من الوفيات المشبوهة في الحجز.

وأشار التقرير إلى أنّ عدد من منظمات المجتمع المدني نددت بانتهاك حرية التعبير وأُعربت عن قلقها تجاه التدابير والرقابة التي فرضها الجهاز التنفيذي على وسائل الإعلام. في بداية السنة، حاكمت هيئة عسكرية المدوّن ياسين العياري لانتقاده الجيش، كما تتابع محكمة عسكرية، المحاميين نجاة العبيدي وعبد الرؤوف العيادي، اللذين يدافعان عن ضحايا التعذيب، بعد إشارتهما إلى عدم استقلال القضاء.

وبالإضافة إلى ذلك، تعرض عدد من الصحفيين للترهيب وعنف الشرطة قبل متابعتهم قضائياً، وفي هذا السياق تعرض صحفيون يعملون بصحيفة نواة الإلكترونية لاعتداءات جسدية من طرف الشرطة أثناء تغطيتهم لاحتجاج بتونس. بينما أحيل الصحافي وليد الماجري في ديسمبر على العدالة بعد كتابته لمقال عن أجهزة الأمن.

إصلاح الأجهزة الأمنية

عبّرت منظمة الكرامة عن انشغالها من الممارسة المنهجية للتعذيب أثناء الاحتجاز لدى الشرطة، وانتهاك ضمانات الإجراءات، والمحاكمات الجائرة؛ والاحتجاز التعسفي والإفلات من العقاب وعدم استقلال السلطة القضائية وانتهاكات حقوق الإنسان المنهجية بذريعة مكافحة الإرهاب.

وانتهكات حرية التعبير المتكررة

وأوصت المنظمة باتخاذ تدابير فعالة لإصلاح الأجهزة الأمنية ووضع حد للإفلات من العقاب لموظفي الدولة، وضمان احترام حرية التعبير واستقلال وسائل الإعلام واتخاذ التدابير اللازمة لوضع حد للتجاوزات التي ارتكبت في إطار مكافحة الإرهاب

ومن جهته، دعا لطفي عزوز إلى إعادة النظر في عدد من القوانين القديمة التي تتناقض مع الدستور

السياسات التدخلية للإمارات

خلال تطرق منظمة الكرامة السويسرية إلى الوضع الحقوقي في الدول العربية الأخرى تم ذكر اسم تونس مرة أخرى عند الحديث عن الوضع في الإمارات العربية

وأفاد التقرير أنّ الإمارات العربية المتحدة عززت سنة 2015 سياستها التدخلية في العالم العربي، فدعمت التحالف ضد حركة النهضة في تونس، والنظام في مصر، وقامت بعمليات قصف بليبيا في أوت عام 2015 دعماً لقوات الجنرال حفتر العامة، أسفرت عن مقتل العديد من المدنيين ورافق هذا التدخل مشاركة نشطة للإمارات في التحالف الدولي ضد تنظيم الدولة الإسلامية، وفي الائتلاف الذي تقوده السعودية ضد الحوثيين في اليمن، فضلاً عن وجود قواعد عسكرية غربية على أراضيها

وأعربت المنظمة عن انشغالها في الإمارات بفترات الاحتجاز في السر المطولة، والممارسة المنهجية للتعذيب، والأعمال الانتقامية ضد المدافعين عن حقوق الإنسان والقمع المنهجي للمعارضين السياسيين، والاحتجاز التعسفي دون محاكمة أو بعد إجراءات قضائية غير عادلة، وعدم استقلال السلطة القضائية، وغياب رقابة قضائية على قوات أمن الدولة والإفلات التام من

العقاب للأشخاص المسؤولين عن الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان

وذكر التقرير أنّ الأزمات، التي ضربت العراق و سوريا و اليمن أو ليبيا بسبب الدكتاتوريات، ساهمت في تغذية الانتهاكات الجسيمة المرتكبة من قبل جهات غير حكومية بشكل مطرد، في حين زاد التدخل الأجنبي الوضع سوءاً أكثر مما كان عليه في الأصل

ولاحظت المنظمة أن جل الحكومات العربية تصرّ على اعتبار المدافعين عن حقوق الإنسان "أعداء" أو "خونة" ويجب الانتقام منهم بذريعة "الإرهاب

وعلاوة على ذلك، تتخذ هذه الحكومات نفسها موقفاً سلبياً من آليات الأمم المتحدة لحماية حقوق الإنسان، إما بالعزوف عن تنفيذ توصيات الهيئات المنشأة بمعاهدات، أو التقاعس عن التعاون مع "الإجراءات الخاصة" أو حتى رفض قبول طلبات زيارات خبراء من الأمم المتحدة

وعبرت المنظمة عن أملها في أن تتخذ هذه الحكومات مواقف بناءة، سواء مع آليات الأمم المتحدة أو تجاه المدافعين عن حقوق الإنسان لكي تضمن عملياً احترام المبادئ وبالتالي بناء دولة القانون

و"الكرامة" منظمة حقوقية مستقلة أسست سنة 2004 ومقرها مدينة جنيف السويسرية. تعمل الكرامة على مساعدة كل ضحايا انتهاكات حقوق الإنسان في العالم العربي، وخاصة المهديين بالقتل خارج نطاق القضاء، والاختفاء القسري، والتعذيب والاعتقال التعسفي. وتجتهد الكرامة في

الربط بين ضحايا الانتهاكات والآليات الدولية المعنية بحقوق الإنسان، من أجل أن يعيش المواطنون في هذا الجزء من العالم بكرامة وحرية في ظل دولة القانون. تقدم منظمة الكرامة مساعدتها لكل المهديين بالقتل خارج نطاق القضاء، والاختفاء القسري، والتعذيب والاعتقال التعسفي. وتلجأ في عملها أساساً إلى آليات حقوق الإنسان الدولية فتقوم بتوثيق الحالات الفردية

لانتهاكات حقوق الإنسان عبر التواصل مع محاميي وأسر الضحايا، ثم تقدم المعلومات التي توصلت إليها إلى إجراءات الأمم المتحدة المعنية بحقوق الإنسان والهيئات المنشأة بمعاهدات، بشكل خاص لجنة مناهضة التعذيب واللجنة المعنية بحقوق الإنسان، واللجنة المعنية بحالات الاختفاء القسري. كما أنها تستعمل أدوات أخرى مثل وسائل الإعلام، ومجموعات الضغط المباشر، والحملات إضافة إلى التعاون مع منظمات غير حكومية أخرى والمجتمع المدني لضمان حماية هؤلاء الأشخاص

ضحايا العنف الجنسي وآليات الحماية في ليبيا

- مقدمة 1

مفكرة القانونية

04-04-2016

بعد بداية النزاع المسلح سنة 2011، بدأ يطفو على السطح، حديث عن الاعتداءات الجنسية، حديث كان من قبل في عداد الطابوهات[1]. وقد كانت بداية خروج هذه الظاهرة إلى العلن في تونس مع العائلات الليبية النازحة بسبب الحرب حيث لاحظ مجموعة من الحقوقيين الليبيين أن من بين الفارين من ليبيا إلى تونس ضحايا قد تعرّضوا للعنف الجنسي وأنهم يعانون من مشاكل صحية[2]، واجتماعية[3]، ومالية[4] وحتى إدارية[5] بسبب هذا الاعتداء

وبعد انتهاء النزاع المسلح ونجاح أول انتخابات تشريعية، بادر وزير العدل صلاح المرغني إلى وضع مشروع قانون للمعنفات والمغتصبات في باكورة 2013. وقد انبنت مواد على أمرين:

- رغبات الضحايا المعبر عنها بشكل مباشر، بعد سؤالهن عن احتياجاتهن من الدولة، 1
- المزاي المنصوص عليها في المادة 3 من القانون رقم 4 لسنة 2013[6] في شأن تقرير 2 بعض الأحكام المتعلقة بذوي الإعاقة المستديمة من مصابي حرب التحرير، حيث قرر القائمون

على صياغة المشروع إنه يجب معاملة هؤلاء الضحايا المعاملة ذاتها التي قررتها الدولة لجرحي الحرب.

وبعد عرض مشروع وزارة العدل على السلطة التشريعية (المؤتمر الوطني العام) في شهر مايو 2013، رفض أعضاء السلطة التشريعية إقراره في مسعى لإنكار هذه الانتهاكات. وقد علّل هؤلاء موقفهم بأن القانون يتعارض مع القيم المجتمعية والدين القويم لليبيين الذي أمر بالتستر على مثل هذه الوقائع، وبأن القانون، في حال إقراره، سيفتح باباً تدخّل منه بعض المنحرفات بدعوى أنه تم اغتصابهن بسبب موافقهن من النظام السابق. واشترط بعض الأعضاء مجيء الضحايا بأنفسهن إلى جلسة من جلسات المؤتمر الوطني العام للمطالبة بإصدار القانون، ليتم التأكد من صحة ادعائهن. وبالطبع، كان يستحيل التجاوب مع هذا الشرط لتعارضه مع مبدأ [السرية المعتمد في نيل ثقة الضحية]7.

وبفضل تفهم الوزراء لأهمية مشروع القانون، وصدق القضية الكامنة وراءه، قرر مجلس الوزراء اعتماد المشروع في صورة قرار صادر عن مجلس الوزراء رقم 119 لسنة 2014 بشأن معالجة أوضاع ضحايا العنف الجنسي. وقد كشف القرار بجلاء وجود اختلاف في السياسة التشريعية التي تركز عليها كلتا السلطتين: التشريعية والتنفيذية وقت عرضه أي في 2013/2014. فالبرلمان كان ينتهج سياسة تتبنى المفهوم التقليدي للقيم التي تفضل الصمت وعدم الإشارة إلى الإنتهاكات الجنسية التي وقعت على النساء الليبيات زمن النزاع المسلح، حفاظاً على الآداب العامة والنظام العام، ومراعاة للتقاليد والعادات عن هذه الوقائع. بالمقابل، اتخذت الحكومة سياسة تشريعية ذات منحى تقدمي. فهي اعتمدت مفهوماً حديثاً للقيم: فمن حق الضحية أن تنال اعتراف المجتمع بالإنتهاك الذي تعرضت له، وأن تنال اعتذاراً مجتمعياً يتمثل في محاولة تعويضها عما لحق بها من أذى، باعتباره شرطاً لازماً لتحقيق المصالحة الوطنية

[وإصلاح ذات البين وترسيخ السلم الاجتماعي والتأسيس لدولة الحق والقانون]8

ويجدر بنا الإقرار بأن مشروع القانون غير مسبوق، على المستوى الاقليمي والدولي وهو يؤسس لخطوة مهمة في طريق العدالة الانتقالي

:أولاً : الحماية المدنية التي يكفلها مشروع القانون لضحايا العنف الجنسي

نلاحظ أن أساس القانون تعويض مادي مبني على مزايا مالية في مجملها من بينها[9]: منحة شهرية، تأمين طبي، أولوية في التعيين، أولوية في الحصول على قرض سكني، منح فرصة للتدريب والتأهيل العلمي والدراسة بالداخل والخارج، وتحديد حصة محددة سنوية في أفواج الحجيج.

ولعل بعض هذه المنح لازمة لجبر الضرر الواقع على الضحية ولمساعدتها على بدء حياة كريمة من جديد. إلا أن بعض هذه المزايا يمكن الاستغناء عنها بدون أن يؤثر ذلك على الهدف المرجو تحقيقه من القانون وبما يخفف الأعباء المالية عن الدولة

كما أن مشروع القانون لم يسع إلى إرساء بنية تحتية داعمة للرعاية النفسية والاجتماعية للضحايا وخصوصاً لجهة تدريب الأطباء وعلماء النفس على التعامل مع هذا النوع الضحايا. ويجب أن نؤكد على أهمية متابعة الضحية وعائلتها من الناحيتين النفسية والاجتماعية. فضحية الإغتصاب في المجتمعات المحافظة كالمجتمع الليبي تدفع الثمن مرتين؛ المرة الأولى عند الفشل في حمايتها، ومرة أخرى عند محاسبتها هي على ما تعرضت له من انتهاك لا إنساني. كذلك غابت الإشارة إلى تأسيس جمعيات خيرية ومؤسسات المجتمع المدني تحمل على عاتقها دعم أولئك الضحايا مادياً ومعنوياً

ثانياً: الحماية الجنائية التي يكفلها مشروع القانون لضحايا العنف الجنسي

قائمة المزايا المقدمة للضحايا دُيِّلت بإشارة وحيدة - وعلى استحياء ووجل - إلى مساعدة المغتصبات في التتبع القانوني للجناة، والعمل على تقديمهم للقضاء. وقد سعت جمعيات أهلية ليبية إلى جمع أدلة وبراهين تدين رئيس الوزراء في النظام السابق، البغدادي المحمودي، بالانتهاكات التي وقعت لعدد من النساء الليبيات خلال النزاع المسلح. وقام النائب العام الليبي بإرسال ملف التحقيق إلى القضاء التونسي [10]، بناء على تلك الأدلة والاستدلالات. وعلى الرغم من صعوبة تحديد رقم لحالات الاغتصاب بسبب الحرب، يتم التحقيق في هذا المجال بشكل سري من دون ذكر أسماء فيما أُحيل إلى النائب العام الليبي. كما تدعي عديد من المنظمات الناشطة في الشؤون الاجتماعية، التابعة للمجتمع المدني الليبي، حيازة تقارير طبية تؤكد قيام النظام السابق **[بالتحريض على الإغتصاب، وهو أمر أقر به المعتقلون من جنود جيش القذافي] 11**

ويلحظ أنقانون العقوبات يخلو من نص صريح يشير الى العنف الجنسي في زمن الحرب. فهو نص فقط على جريمة الواقعة التي تقع بدون ظرف الزمن وذلك في المادة (407) من قانون العقوبات الليبي، وفرق بين أن تقع بالإكراه وأن تقع بالرضى من حيث مقدار الجزاء الجنائي

ويبدو هذا النص غير ملائم للوقائع التي أمامنا سواء من حيث عدم دقة انطباق الركن المادي لأننا أمام فعل أرتكب في زمن الحرب، أو الركن المعنوي لأن الفعل يصاحبه قصد جنائي خاص وهو نية هزيمة العدو وكسب المعركة بتوسل هذا الفعل غير الأخلاقي، أو من حيث عدم ملاءمة العقوبة وتناسبها مع فداحة الجرم. فهي لا تتعدى العشر سنوات سجن إلا بظروف تشديد معينة ليس من بينها ارتكاب الفعل زمن الحرب

- مدى كفاءة وفاعلية القرار الوزاري 2

أخيراً صدر المشروع في شكل قرار وزاري، وتفصح ديباجة المشروع عن هدف القانون :
المزمع اصداره

- إجراء المعالجات اللازمة للفظائع التي ارتكبت خلال الحرب من النظام السابق وما ترتب 1
عليها من نتائج

. - اعترافاً بضحايا ظلمت ولم تتل أي حق من الرعاية أسوة بالفئات الأخرى 2

إلا أن القول بحصول اعتراف بالضحايا يبقى منقوصاً في ظل رفض إثارة المشروع من قبل السلطة التشريعية الممثلة للشعب. فعلى أهميته، يبقى القرار الوزاري معيوباً لاغتصاب السلطة التشريعية؛ وهذا ما يجعله معدوماً ولا قيمة له لصدوره من جهة الإدارة. فموضوعه لا يدخل مطلقاً في اختصاص الوظيفة الإدارية، حيث إنه يتعلق بالمواطن؛ حقوقه واجباته وكرامته. كما يحتوي على التزامات مالية ملقاة على عاتق الخزانة العامة، وهي أمور يجب أن ينظمها عمل تشريعي. كما أن قيام السلطة التنفيذية بتنظيم أي موضوع خارج عن نطاق اللوائح المستقلة والمتمثلة في لوائح المرافق العامة ولوائح الضبط الإداري، يعد مخالفاً للقواعد الدستورية [12]، وفق ما نصّ عليه الإعلان الدستوري الصادر عن المجلس الانتقالي في 2011/8/3

- مستقبل القرار 3

لعل النظرة الاستشرافية لتصور مستقبل قانون معالجة ضحايا العنف الجنسي تتطلب رسداً للوضع الحالي. ويمكن القول بأن السلطة التنفيذية قد وجدت في القرار الوزاري ما يمكنها من الحراك التنفيذي؛ خارجياً بطلب وتلقي المشورة والدعم الدوليين [13]، وداخلياً بإصدار قرارات

تنفيذية لتطبيق القانون. فقد تم الاتفاق على إعداد قاعدة بيانات إحصائية على مستوى المستهدفات بالقرار الوزاري. وعلى صعيد تنفيذي مالي، أصدر وزير العدل القرار رقم 904 لسنة 2014 بشأن تنظيم صندوق معالجة أوضاع العنف الجنسي، تبعيته حالياً لوزارة العدل، ثم تنتقل لوزارة الشؤون الاجتماعية (المادة 5 من قرار وزير العدل). وتم فتح الحسابات للصندوق الذي سوف [يبدأ تمويله بهبة من وزارة العدل]14.

أما عن السؤال الرئيسي: هل سترقى القاعدة القانونية لمستوى التشريع الصادر عن ممثل الشعب أي السلطة التشريعية، ذات الاختصاص الأصيل بالتشريع؟ بهذا الشأن نلمس تفاوتاً كل من بعض ممثلي السلطة التنفيذية والتشريعية في ليبيا حالياً، الناتج عن وحدة السياسة التشريعية لديهما. فوزارة العدل متفائلة بخصوص مستقبل هذا المشروع لإعادة طرحه على البرلمان، لكي يقره كقانون. أما عن السلطة التشريعية، فقد أكدت بعض السيدات في مجلس النواب، على أنهن قدمن مقترحاً إلى رئاسة مجلس النواب للمطالبة بإقرار قانون ضحايا العنف الجنسي. ولقد وقع على هذا المقترح أكثر من خمسين نائباً. ولعلي ذات نظرة أكثر تشاؤمية من السابق وأقول أنني أرى القرار وقد ولد في ظل ظروف زمانية ومكانية وأمنية تختلف عما هي عليه الحال حالياً، مما يعدم أي أمل في إعادة طرحه من جديد. فالسلطة التشريعية موجودة في المنطقة الشرقية من ليبيا، حيث لم ترصد حالات لضحايا العنف الجنسي، وحيث البعد الزمني عن أحداث فبراير 2011، بالإضافة إلى الأحداث السياسية والإضطرابات الأمنية وخطر الإرهاب المنتشر في البلاد. كل هذه الحثثيات كفيلة بجعل فكرة تبني هذا القرار الوزاري كقانون صادر عن السلطة

التشريعية فكرة بعيدة عن قائمة أولويات المشرّع الليبي حالياً



05-04-2016

الشاعر الصغير أولاد أحمد في ذمة الله

توفي ظهر اليوم الثلاثاء 05 افريل 2016 الشاعر الصغير اولاد احمد عن سن يناهز 61 عاما

في المستشفى العسكري بالعاصمة وذلك بعد صراع طويل مع مرض السرطان

وولد محمد الصغير أولاد أحمد يوم 4 أفريل 1955 في سيدي بوزيد، بدأ تعليمه في كتاب القرية،

فتعلم القراءة، وحفظ القرآن ثم دخل المدرسة الابتدائية بمنطقة النوايل في سيدي بوزيد ومنها

حصل على شهادة التعليم الابتدائي عام 1968

ولم تكن هناك في تلك الفترة مدرسة ثانوية في مدينة سيدي بوزيد فانتقل إلى ولاية قفصة

لمواصلة تعليمه الثانوي، وانتقل إلى العاصمة حيث واصل دراسته بالمدرسة العليا لأطر الشباب

بمنطقة بئر الباي بين 1975 و 1977 وحصل على شهادة منشط شباب. في عام 1978 عاد

إلى سيدي بوزيد وحصل على شهادة البكالوريا، وسافر إلى فرنسا حيث درس علم النفس في

”جامعة رامس“.

عمل أولاد احمد منشطا في دور ثقافية قبل أن يعرف البطالة من 1987 إلى 1993، وعمل

ملحقا ثقافيا بوزارة الثقافة من 1993 إلى 1997، ثم أسس وترأس بيت الشعر من سنة 1993

إلى 1997، وعمل في عدة صحف محلية وأجنبية

التجربة الأدبية

بدأ محمد الصغير تجربة الكتابة الشعرية في سن الخامسة والعشرين في أواخر السبعينات بعدما

أنهى جميع مراحل تعليمه في تونس

كتب أول ديوان شعري عام 1984 في عهد الرئيس الراحل الحبيب بورقيبة، وقد كشف الديوان ملامح شاعر غاضب وثار ضد السلطة مما جعل النظام آنذاك يمنع توزيع ديوانه الذي بقي محجوزا حتى 1988.

بعد عام من نشر ديوانه الذي انتقد فيه بأسلوب شعري ساخر ومتمرد وخارج على المؤلف اندلع في تونس ما يسمى بأحداث الخبز عام 1985 والتي ثار فيها الشعب ضد نظام بورقيبة بسبب ارتفاع أسعار الخبز.

في تلك الأحداث كان الصغير واحدا من المتمردين على النظام بسبب احتجاجه على مظاهر الاستبداد وقد سجن لفترة قصيرة بعد توقيفه خلال اعتصام نظم آنذاك للدفاع عن الاتحاد العام التونسي للشغل ثم طرد من عمله بإحدى دور الشباب. توقف إنتاجه الشعري لخمس سنوات في فترة مرت فيها البلاد بظروف خاصة بعد مرض الرئيس الراحل الحبيب بورقيبة وتقدمه في السن إلى أن جاء مولوده الشعري الثاني بعنوان "ولكنني أحمد" بعد عامين من انقلاب الرئيس المخلوع زين العابدين بن علي على بورقيبة عام 1987.

في بداية فترة بن علي واصل النظام ملاحقته للشاعر وطرده من عمله مما دفعه للسفر إلى فرنسا، وقد عاد مطلع التسعينيات إلى تونس بفكرة تأسيس بيت للشعر، تحققت عام 1993 حيث أسس أول بيت للشعر في تونس من 1993 إلى 1997.

حاول نظام بن علي أن يكسب ودّ الشاعر بمنحه وسام الاستحقاق الثقافي عن فكرة تأسيس بيت للشعر لكنه رفض تسلم الجائزة، وبقي تحت المضايقات يكتب الشعر ويسخر من النظام رغم طرده من العمل بوزارة الثقافة التي كان يعمل بها ملحقا ثقافيا. قبل اندلاع الثورة كتب قصائد شعرية تنبأ فيها بالثورة القادمة وهو ما جعل العديد من المراقبين يعتبرونه شاعر الثورة.

نشر عدة كتب شعرية منها "نشيد الأيام الستة" عام 1984، و"ليس لي مشكلة" 1998، و"حالات الطريق" 2013. وله كتابان في النثر هما "تفاصيل" عام 1991 و"القيادة الشعرية للثورة التونسية" عام 2013.

الجوائز والأوسمة

رفض أولاد أحمد جائزة الاستحقاق الثقافي من الرئيس المخلوع زين العابدين بن علي عام 1993 تكريما له على تأسيس بيت الشعر. في المقابل، حصل على جائزة قرطاج العالمية للشعر عام 2011 وذلك في إطار الملتقى التونسي الإسباني الأول للثقافة

في التقرير السنوي لنشاط مندوبي حماية الطفولة 2015: الوسط العائلي والتربوي .. الأكثر !! تهديدا للطفل

المغرب
إبواب مستقلة

06-04-2016

تعتبر سنة 2015 أكثر فترة تلقى فيها مندوبو حماية الطفولة إشعارا بحالات التعنيف والتهديد المسلطة على الطفل، وذلك مقارنة بالسنوات السابقة، حيث سجّل التقرير السنوي لنشاط مندوبي حماية الطفولة سنة 2015، 8722 إشعارا مقابل 6096 إشعارا سنة 2014 ولتقديم هذا التقرير عقدت أمس وزارة المرأة والأسرة والطفولة، ندوة صحفية بمقر الوزارة، لتسليط الضوء على وضع الطفولة المهتدة داخل محيطها، والطفولة التي هي في خلاف مع القانون.

المنسوب العام لحماية الطفولة مهيار الحمادي، شدّد خلال تقديمه للتقرير، في هذه الندوة التي أشرفت عليها وزيرة المرأة والأسرة والطفولة سميرة المرعي، على أهمية التوعية بإشعار

مندوبي حماية الطفولة من منطلق أخلاقي وقانوني للحدّ من تهديد الطفل داخل محيطه الذي من المفترض أن يكون آمناً.

% المنزل .. الفضاء الأكثر تهديدا للطفل بنسبة 61

ربما يكون الفضاء الأكثر تهديدا للطفل في هذا التقرير، هو الأكثر غرابية، إذ يؤكّد تقرير مندوبي

حماية الطفولة لسنة 2015 أن أكثر الفضاءات التي تشكّل تهديدا على الأطفال هي الوسط

العائلي ثم التربوي، إذ تشير الإحصائيات الواردة في هذا التقرير إلى أن المنزل يمثّل الفضاء

الأكثر تهديدا بـ 61 بالمائة، تليه مباشرة المؤسسة التعليمية بنسبة 13.3 بالمائة من نسبة

الإشعارات، وذلك من خلال العنف المسلّط على الأطفال في هذه الفضاءات والتي كانت أغلب

مصادرها، في الإطار العائلي حسب التقرير، الأب بـ 1039 حالة، ثم الإطار التربوي بـ 760

حالة.

التقرير أكّد أن مندوبي حماية الطفولة تعهّدوا بـ 7021 إشعارا لوجود ما يهدّد صحّة الطفل

وسلامته البدنية أو المعنوية، لتناهن بذلك النسبة العامة للإشعارات الجديّة 85.6 بالمائة من

مجموع الإشعارات المقدّرة خلال سنة 2015.

المندوب العام لحماية الطفولة مهيار الحمادي، شدّد على أهمية التوعية بعملية إشعار مندوبي

... حماية الطفولة، وذلك من منطلق أخلاقي وقانوني، من أجل الحدّ من تهديد الطفل

Téles et réseaux sociaux

Sources

Infos



04-04-2016

أول دفعة من المهاجرين تغادر جزر اليونان إلى تركيا على متن ثلاث سفن

أعلنت متحدثة باسم "الوكالة الأوروبية لمراقبة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي" (فرونتكس) أن سفينتين تركيتين تقلان مهاجرين من مرفأ ليسبوس اليوناني، في الوقت الذي تستعد فيه عبارة ثالثة لمغادرة مرفأ خيوس، وذلك في إطار الاتفاق الذي أبرم بين الاتحاد الأوروبي وأنقرة للحد من تدفق اللاجئين.

أبحرت سفينتان تركيتان تقلان مهاجرين من مرفأ ليسبوس اليوناني، بينما تستعد ثالثة لمغادرة للحد من تدفق الاتفاق الذي أبرم بين الاتحاد الأوروبي وأنقرة مرفأ خيوس، وذلك في إطار اللاجئين.

وأعلنت متحدثة باسم الوكالة الأوروبية لمراقبة الحدود الخارجية للاتحاد الأوروبي (فرونتكس) أن عبارة صغيرة تحمل اسم ليسفوس وأخرى أكبر حجماً تحمل 131 شخصاً معظمهم من باكستان وبنغلادش، غادرتا من ليسبوس بعيد الساعة الرابعة بتوقيت غرينتش.

قمة أوروبية تركية في بروكسل عنوانها التوصل إلى اتفاق نهائي حول الهجرة

، يصعد المهاجرون إلى سفينة تركيا وفي خيوس، الجزيرة الأخرى الواقعة في بحر إيجه مقابل تركية ثالثة تستعد للإبحار، فيما نظم عشرات الناشطين والمؤيدين تظاهرة بالقرب من السفينة "وهم يهتفون" حرية.

وهذه الدفعة الأولى من المهاجرين الذين يتم إبعادهم إلى تركيا، التي قبلت استقبالهم في إطار خطة وقعتها مع الاتحاد الأوروبي في 18 آذار/مارس وتتعلق بكل المهاجرين الذين دخلوا إلى اليونان بطريقة غير شرعية منذ 20 آذار/مارس، أي حوالي ستة آلاف شخص

ويهدف الاتفاق إلى الحد من تدفق اللاجئين إلى دول الاتحاد الأوروبي. وهو ينص على أن يستقبل الاتحاد لاجئا سوريا مقابل كل مهاجر سوري يعاد إلى تركيا من اليونان، على ألا يتجاوز العدد 72 ألف شخص



04-04-2016

أطفال نيبال يباعون في بريطانيا

حثت وزيرة الداخلية البريطانية، تيريزا ماي، الشرطة على فتح تحقيق بشأن بيع الأطفال الناجين من زلزال نيبال وأطفال هنود إلى عائلات بريطانية للعمل في المنازل دون أجر أو تبنينهم

وكانت صحيفة "الصن" البريطانية قد نشرت تحقيقا عن بيع أطفال دون العاشرة من الذكور والإناث مقابل 5300 يورو من خلال عصابات تجوب إقليم البنجاب الهندي.

وأضافت الصحيفة أن العصابات تستهدف أطفال اللاجئين النيباليين والأسر الهندية الفقيرة.

وأشارت وزيرة الداخلية البريطانية إلى أن الإتجار بالأطفال يعد "جريمة بشعة"، وحثت وكالة الجريمة الوطنية على متابعة ما توصلت إليه الصحيفة من نتائج، داعية الصحيفة للتعاون لاتخاذ الإجراءات المناسبة ضد تجار البشر.

وشددت الوزيرة: "أي طفل في أي مكان في العالم، ينبغي ألا ينتزع بعيدا عن منزله، وألا يجبر على العبودية".

وأضافت أن "العام الماضي شهد العمل بقانون العبودية الجديد الذي يتضمن حماية معززة للأطفال

الضحايا المحتملين من العبودية"، مشيرة إلى أن العقوبة تصل إلى السجن المؤبد بحق أولئك الذين يدانون".

ووفقا لتقرير "الصن"، والذي تصدر النسخة المطبوعة، الاثنين، فإن الأطفال يباعون للأسر البريطانية الثرية لاستخدامهم كخدم في المنازل دون أجر.



nlessma

04-04-2016

TUNISIE : LA PRÉSENCE DE LA FEMME DANS LES MÉDIAS N'A PAS DÉPASSÉ 19% EN 2015

Les résultats du rapport élaboré par le centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR) intitulé "Qui crée les événements: Inégalité de genre dans les médias", ont été présentés, vendredi, à Tunis.

Deux principales conclusions se dégagent de ce rapport à savoir une forte présence de la femme journaliste dans le paysage médiatique et la persistance d'une image stéréotypée de la femme.

Les trois journalistes qui ont mené cette étude (Mouna Mtibaa, Itidal Majebri et Lobna Najar) ont indiqué que l'échantillon d'observation a porté sur 5 journaux (arabophones et francophones), 6 stations de radio, 5 chaînes de télévision et 3 journaux électroniques.

Cette étude a démontré une présence prédominante des hommes dans la plupart des médias observés contre un recul de la présence de la femme de 27% en 2009 à 19% en 2015.

Néanmoins, la femme journaliste a occupé la première place dans les médias traditionnels (TV:89%, Radio: 71%, Presse écrite:61%).

Pour ce qui est de la couverture de l'actualité, les résultats de l'étude ont révélé que les femmes avaient plus tendance à couvrir l'actualité sociale et juridique (55%), alors que les

journalistes hommes travaillent, surtout, sur les informations économiques (31%) et l'actualité des stars (22%).

La parole donnée aux femmes dans les médias reste nettement inférieure à celle attribuée aux hommes qui ont bénéficié d'une forte présence dans les médias traditionnels. Dans la radio, par exemple, ce pourcentage est de 84% pour les hommes contre 16% seulement pour les femmes. Dans la presse écrite, ce pourcentage est de 20% pour les femmes contre 80% pour les hommes. De même, la présence de l'homme à la télévision est de 78% alors que celle de la femme se limite à 22%.

Par ailleurs, le rapport fait état d'un équilibre au niveau du recours à la femme et à l'homme en tant qu'interlocuteur officiel avec un pourcentage de 41% concernant les sujets ayant trait au gouvernement, aux acteurs politiques et membres de la société civile (37% pour les femmes contre 20% pour les hommes).

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une initiative internationale baptisée "projet mondial d'observation des médias" lancé en 1995.



07-04-2016

LA POLICE AGRESSE L'ÉQUIPE DE NESSMA

Des agents de la police ont agressé aujourd'hui, le jeudi 7 avril, l'équipe de Nessma devant le ministère de l'Intérieur au cours de l'exercice de leur fonction.

Le photographe et la journaliste étaient entrain de couvrir la manifestation organisée par les agents de police révoqués, quand ils ont été agressés physiquement et verbalement.

Radio

Sources	Infos
 <p>06-04-2016</p>	<h3>Où en est la faim dans le monde aujourd'hui ?</h3> <p>La production agricole n'a jamais été aussi abondante. Dans le même temps, la malnutrition et la sous nutrition touchent encore 800 millions de personnes. comment expliquer ce paradoxe ?</p> <p>La pire sécheresse depuis 50 ans en Ethiopie fait resurgir le spectre de la famine dans toute l'Afrique de l'Est. Alors que la FAO tient sa 29° conférence régionale africaine, Planète Terre évoque ce sujet lancinant de la faim dans le monde. Mais d'abord quelles situations désignent cette expression de "faim" ? Peut-on faire l'inventaire des grands types de causes de cette situation ? Quelles régions du monde sont les plus touchées ? Peut on en finir avec la faim dans le monde et comment ?</p>
 <p>08-04-2016</p>	<h3>La LTDH dénonce le comportement des forces de l'ordre à Kerkennah</h3> <p>Le président de la Ligue Tunisienne de défense des droits de l'homme à Sfax Nord, Zoubeir OUHICHI, a annoncé, vendredi 8 avril 2016, que plusieurs agressions avaient été commises par les forces de l'ordre contre les habitants de l'île de Kerkennah.</p> <p>Il a précisé que les sécuritaires avaient poursuivi les protestataires dans les rues et jusqu'à leurs domiciles et cela contrairement à ce qui a été annoncé</p>

dans le communiqué du ministère de l'Intérieur. Il a ajouté que l'utilisation du gaz lacrymogène était illégale et intense dans les environs de la société Petrofac. Les sécuritaires avaient visés directement les manifestants occasionnant plusieurs blessures graves. De plus les femmes sont sorties de leur domicile à la recherche d'air pur suite à l'utilisation du gaz lacrymogène.

À l'hôpital, le président de la Ligue Tunisienne de défense des droits de l'homme à Sfax Nord, les forces de l'ordre ont arrêté tous les blessés avant qu'ils ne soient soignés ce qui a mené plusieurs blessés à rester chez eux de peur d'être arrêtés. D'autres n'ont pas osé aller se soigner à Sfax de peur de se faire arrêter.



08-04-2016


ملتقى المبدعات العربيات ثقافة الحياة في الابداع النسوي

تعتزم جمعية المبدعات العربيات بسوسة تنظيم دورتها السنوية بعنوان 2016 بتاريخ 14 و 15 و 16 افريل و قد اختارت ان يكون موضوع هذه الدورة "ثقافة الحياة في الابداع النسوي".

و اكدت رئيسة الجمعية فوز الطرابلسي انه و على اثر ما شهدته البلدان العربية بعد اندلاع الثورات من تحولات عميقة في المستويين السياسي و الاجتماعي صاحبها بروز تيارات متطرفة تهدد الحريات و تبشر بثقافة العنف ظهرت ابداعات نسائية مهمة في الادب و المسرح و السينما و في الموسيقى و الفن التشكيلي تلقي على الاوضاع الحالية نظرة نقدية و تسعى من منظور ابداعي الى تحليل الراهن و الكشف عن رهاناته.

كما سيشهد برنامج الدورة الممتد على ثلاثة ايام زيارة العديد من الوجوه الفنية و الادبية التونسية مثل امال القرامي و الممثلة فريال يوسف و سنية الشامخي.

ايناس فرادي

Communiqués	
Sources	Communiqués
 <p>01-04-2016</p>	<p>Après l'accord UE-Turquie : les réfugiés de plus en plus en danger</p> <p>Les nombreuses expulsions de réfugiés effectuées par la Turquie vers une Syrie ravagée par la guerre illustrent les profondes failles de l'accord récemment signé par la Turquie et l'Union européenne (UE).</p> <p>DES EXPULSIONS FORCÉES VERS LA SYRIE</p> <p>Dans le sud de la Turquie, à la frontière avec la Syrie, les autorités rassemblent et expulsent presque chaque jour, depuis la mi-janvier, une centaine d'enfants, de femmes et d'hommes syriens vers la Syrie.</p> <p>En l'espace de trois jours la semaine dernière, nous avons recueilli plusieurs témoignages qui montrent clairement que des renvois forcés collectifs ont lieu depuis le département du Hatay. Une pratique qui d'ailleurs n'est un secret pour personne sur place.</p> <p>Ces expulsions forcées vers la Syrie sont illégales. Elles sont interdites par le droit turc, les règles européennes et le droit international.</p> <p>DES ENFANTS PARMI LES VICTIMES D'EXPULSIONS</p> <p>Nul n'est épargné par ces expulsions. Nous avons même identifié le cas de trois enfants renvoyés sans leurs parents en Syrie.</p> <p>Une femme enceinte de huit mois a également été expulsée.</p>

Lire aussi : Turquie, ces Syriens renvoyés vers la Syrie

L'inhumanité et l'ampleur de ces renvois est véritablement choquante ; la Turquie doit immédiatement y mettre un terme.

En général, les personnes expulsées sont des réfugiés qui n'ont pas réussi, ou pas eu le temps, de se faire enregistrer en Turquie. Mais nous avons eu connaissance de cas de Syriens enregistrés qui ont quand même été expulsés après avoir été appréhendés sans leurs papiers.

L'UE CONTINUE DE FERME LES YEUX...JUSQU'À QUAND ?

Les dirigeants de l'UE ont délibérément fermé les yeux sur un fait très simple : la Turquie n'est pas un pays sûr pour les réfugiés syriens et la situation se dégrade de jour en jour.

L'opération séduction prolongée menée par l'UE vis-à-vis de la Turquie avant l'accord a déjà eu des effets désastreux sur les politiques turques à l'égard des réfugiés syriens.

Loin de faire pression sur la Turquie pour qu'elle améliore la protection qu'elle offre aux réfugiés syriens, l'UE l'incite en fait à faire le contraire.

La Turquie annonce maintenant fièrement la création d'une zone sûre irréalisable à l'intérieur de la Syrie.

La suite des événements ne fait aucun doute : Nous avons été témoins de la création de la Forteresse Europe, nous assistons désormais à la construction de la Forteresse Turquie

تونس في 04 أفريل 2016

بيان

على إثر الندوة الصحفية التي نظمتها الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بمعية المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية حول التحركات بكامل مناطق الجمهورية وبعد الإستماع إلى ممثلي تلك التحركات والإعتصامات وبعد الإطلاع على المطالب المشروعة لمعتصمي ولايات جندوبة والقصرين وقفصة وللمكفوفين وللأساتذة الذين إجتازوا المناظرة الخارجية لإنتداب أساتذة المدارس الإبتدائية وللجنة الوطنية درمش لتسوية ملف العفو العام وخريجي المعهد الأعلى لإطارات الطفولة قرطاج وللمتعاقدین بالتعليم العالي وغيرهم

: فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان

- 1) تعبر عن مساندتها المطلقة لكافة المطالب المشروعة والتحركات الإجتماعية السلمية
- 2) تطالب السلطة التنفيذية بالإسراع بفتح الحوار الجدي والبناء بين الوزراء المعنيين والمعتصمين والذي تعهد به السيد رئيس الحكومة
- 3) تؤكد على ضرورة إيجاد ديناميكية حوار مستمرسل في مختلف الجهات يمثل الأطراف الحكومية والمجتمع المدني والمعطلين عن العمل قصد السعي إلى إيجاد الحلول الملائمة وتلبية المطالب المشروعة و إتخاذ الإجراءات الضرورية العاجلة
- 4) تطالب بإنفاذ الدستور فيما يتعلق بالتميز الإيجابي في مجال التنمية للجهات والفئات المهمشة

عن الهيئة المديرة للرابطة

الرئيس

عبد الستار بن موسى



04-04-2016



05-04-2016

الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان

Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme

نعي

تونس في 5 أفريل 2016

فقدت تونس اليوم الصغير أولاد أحمد و رحل عنها شاعرها الذي أحب بلاده كما لم يحب البلاد أحد
و المغرم بتونس

صباحا مساء و قبل الصباح و بعد المساء و يوم الأحد ". و إذ تنعى الهيئة المديرة للرابطة التونسية " للدفاع عن حقوق الإنسان شاعر تونس الكبير و شاعر الحرية الصغير أولاد أحمد الذي وافته المنية هذا اليوم و تعزي نفسها في هذا المصاب الجلل فإنها تتقدم بأحر التعازي و كامل المواساة لأفراد أسرته و جميع أصدقائه و تمام العائلة الثقافية و الإبداعية و الأدبية و لكافة الشعب التونسي . كما لا يسع الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان في هذه اللحظات الأليمة إلا أن تحيي روح الفقيد العزيز و تستحضر مناقب الراحل و مآثره الإنسانية و التي منها انحيازه الذي لا يلين لقيمتي الحرية و المساواة و مناصرته التامة لمبادئ حقوق الإنسان خاصة منها حقوق النساء و إسهاماته في مقاومة الاستبداد و التعصب و التي جسمها في آثاره الإبداعية الرائعة في فن الشعر و الكتابة الأدبية و

المقال الصحفي

عن الهيئة المديرة

عبد الستار بن موسى

بيان

لا لعودة إرهاب الدولة

حق التظاهر السلمي حق دستوري

ارتبط إحياء 9 أفريل عيد الشهداء في تونس منذ سنة 2011 بالعنف الممنهج ضد أصحاب الحقوق،

وقد تمت ممارسة العنف هذه السنة أيضا تجاه التحركات الاحتجاجية السلمية لقدماء الاتحاد العام

لطلبة تونس واتحاد اصحاب الشهادات المعطلين عن العمل المفروزين أمنيا

لقد تجمّع اليوم 09 أفريل 2016 بعض المحتجات والمحتجين للمطالبة بحقهم وحقهن في التشغيل

وتدخل البوليس باستعمال العنف الشديد والاعتداء عليهم وعليهن بكلّ وحشية وباستعمال الغاز المسيل

للدموع ليتمّ بعد ذلك اقتيادهم إلى مركز الأمن الوطني بالقصبة ثمّ إيقافهم

ثم تمّ اطلاق سراحهم/ن الى حين عرضهم على النيابة العمومية يوم الاثنين 11 أفريل 2016

:ولذلك فان الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات

تستنكر بشدّة

معالجة الاحتجاجات السلمية باستعمال العنف الأمني وإلحاق الاضرار الجسدية والمعنوية بالمحتجات

والمحتجين التي وصلت حد الكسور والجروح وانتهاك الكرامة

ايقاف جلسات الاستماع المبالغت واللامبرر وعدم الالتزام بتنفيذ محضر اتفاق 6 فيفري 2016 بين

رئاسة الحكومة ولجنة الدفاع عن المفروزين أمنيا القاضي بتسوية الملفات وفق جلسات الاستماع

تراخي الحكومة في التعاطي مع كل الاعتصامات الموزعة على العديد من الجهات التونسية من أجل

المطالبة بحق الشغل الموجودة بالعاصمة أمام وزارة التشغيل وأمام وزارة المرأة وفي المروج 2

. وبعقارب وقرقنة وجبنيانة من ولاية صفاقس ودوز وتوزر



الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات
Association Tunisienne des Femmes Démocrates

09-04-2016

ترفض بقوة

استمرار تهميش شاباتنا وشبابنا ودفعهم/ن الى بؤر العنف والتشدد والانتحار على غرار المحاولة الأخيرة للقادمين من قفصة على اقدامهم المعتصمين والمعتصمات منذ ما يزيد عن الشهرين بمنزله المروج والتي طالت شابتين وشابين منهم امام انسداد الافاق من اجل الشغل والحياة الكريمة ان تتخذ هذه الاحتجاجات منعرجا خطيرا فعوض ان تتخذ الدولة التدابير اللازمة في حل ملفات التشغيل تختار ان تزج بخيرة شاباتنا وشبابنا الى الايقاف والمحاكمة

تدعو

الى ضرورة متابعة الملف واستئناف جلسات الاستماع

الى البدء الفوري في تسوية الملفات التي تم عرضها على اللجنة المشتركة

إلى محاسبة كل المعتدين واتخاذ الاجراءات اللازمة في حقهم

كافة منظمات المجتمع المدني الى الالتفاف حول الملف والتضامن من أجل تشغيل كل المسجلين على

القائمة دون تمييز او تقصير

الى الابتعاد عن التعاطي الامني للمشاكل الاجتماعية

عاشت نضالات الشابات

عاش نضال الشباب

عن الهيئة المديرية

الجمعية التونسية للنساء الديمقراطيات